Article 14 - Sont considérés comme bruit de voisinage lié aux comportements, les bruits inutiles, désinvoltes ou agressifs pouvant provenir, notamment :

- des appareils de diffusion du son et de la musique,
- des appareils électroménagers,
- des jeux bruyants pratiqués dans des lieux inadaptés,
- des dispositifs d'effarouchement,
- des pétards et pièces d'artifice,
- des activités occasionnelles, fêtes familiales, travaux de réparation,
- de certains équipements fixes : ventilateurs, climatiseurs, pompes à chaleur non liés à une activité professionnelle,
- des cris d'animaux et principalement les aboiements de chien,
- des outils de bricolage et de jardinage,
- des appareils télécommandés ou radiocommandés (type drone).

Article 15 - Les travaux de bricolage ou de jardinage réalisés par des particuliers pour leur propre compte à l'aide d'outils ou d'appareils susceptibles de causer une gêne occasionnelle pour le voisinage en raison de leur intensité sonore, tels que notamment tondeuses à gazon à moteur thermique, tronçonneuses, perceuses, raboteuses ou scies mécaniques, débroussailleuses, ne peuvent effectués que :

- de 8h30 à 12h00 et de 14h30 à 19h00 du lundi au vendredi
- de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 18h00 les samedis
- de 10h00 à 12h00 les dimanches et jours fériés

Section 6 – Constatation et répression des infractions

Article 16 Sont habilités, notamment, à procéder à la recherche et à la constatation des infractions à toute ou partie des dispositions du présent arrêté :

- les personnes mentionnées aux articles L 571-18, R 571-92 du Code de l'environnement et R 1312-1 du Code de la santé publique, parmi lesquels :
 - les officiers de police judiciaire et agent de police judiciaire,
 - les ingénieurs et techniciens supérieurs territoriaux,
 - les inspecteurs de salubrité des services communaux d'hygiène et de santé, habilités par le Préfet et assermentés près le TGI,
 - les agents communaux désignés par le Maire, agréés par le Procureur de la République et assermentés dans les conditions fixées à l'article R 571-93 du Code de l'environnement.